



CONFÉRENCE DÉPARTEMENTALE SUR L'INCLUSION SCOLAIRE SYSTÉMATIQUE

**Pour le droit des élèves en situation de handicap à une scolarisation adaptée,
Pour la défense des structures et établissements spécialisés,
Contre la dégradation des conditions de travail,
Pour les revendications des personnels !**

Mardi 7 novembre, à Auxerre

Ce mardi 7 novembre, la conférence sur l'inclusion scolaire systématique, organisée par FO, dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale du 17 novembre, a réuni 23 participants : enseignants 1er et 2d degré, AESH, éducateurs et enseignants spécialisés en IME et hôpital de jour, RASED, parents d'élèves (dont une représentante de la FCPE) et notamment parents d'enfants en situation de handicap.

Les échanges ont été particulièrement riches et une volonté claire d'action commune et collective s'est dégagée face au constat d'échec de cette politique d'inclusion systématique et démagogique.

Le constat est accablant : enseignants culpabilisés, parents laissés à l'abandon, AESH maltraités, enfants en souffrance... et les structures spécialisées désossées, du fait d'une politique visant avant tout à réduire le coût de ces élèves pour l'État et à ouvrir le marché à des organismes recherchant profit et rentabilité.

Un véritable glissement s'opère depuis des années : les moyens sont réduits, les projets menés sont abandonnés, les postes supprimés... les structures inclusives dans les écoles, pour lesquelles les grands moyens avaient été mis à leur création, pour vendre le principe, sont très vite dessaisies de leurs moyens humains et matériels et deviennent des structures violentes et maltraitantes pour tous.

Comme en témoignent les près de 30 signalements depuis le début de l'année scolaire dans le registre santé et sécurité, liés aux difficultés de l'inclusion, la souffrance est immense et se généralise.

Et même dans l'Yonne, une des premières MDPH de France, alors qu'on manque de tout, les moyens sont toujours réduits. Dans certaines circonscriptions il n'y a même plus aucun psychologue scolaire. Pour les parents d'enfants en situation de handicap, c'est un désastre : le parcours du combattant, le mépris institutionnel, l'abandon et l'isolement. Sans compter l'entretien du déni du handicap par les promesses démagogiques d'une scolarité « ordinaire » : c'est avant tout un moyen de ne pas donner davantage à ceux qui en ont le plus besoin.

Bien évidemment, du fait de regards multiples et d'origines différentes sur la situation, les appréciations sur certains points peuvent varier, mais nous partageons tous un accord total sur les revendications globales, en particulier sur la nécessité d'une réponse en fonction des besoins des élèves et dans le respect des missions de chacun, à l'opposé de cette politique destructrice menée en fonction de moyens contraints.

L'inclusion ça se construit, ça ne se décrète pas : la situation de maltraitance des élèves et des personnels confrontés à l'inclusion systématique et forcée, ainsi qu'à l'absence de soins, ne peut plus durer.

Le bilan de la politique d'inclusion scolaire systématique est catastrophique, tant pour les élèves et leurs familles que pour les personnels : les témoignages sont accablants.

Et les annonces du président Macron lors de la Conférence Nationale Handicap, confirmées par le ministre Attal le 18 septembre 2023, poursuit cette dégradation, avec l'acte 2 de l'école inclusive qui prévoit de dissoudre les établissements spécialisés, de fusionner AESH et AED, de mettre en place les PAS, machine à démanteler les structures et à mettre en place des plateformes, véritables usines à gaz saupoudrant l'aide apportée aux élèves en situation de handicap.

Au contraire, la multiplication de véritables structures médico-socio-éducatives, permettant d'adapter les réponses aux besoins, notamment en soins, est plus que jamais nécessaire.

Nous portons les revendications suivantes :

- le maintien, le développement et le renforcement des établissements médico-sociaux-éducatifs, en particulier publics, créations de nouvelles structures adaptées aux besoins. Pour un véritable service public du médico-social.
- l'arrêt de la culpabilisation des personnels enseignants : la pédagogie ne peut se substituer aux soins !
- la simplification, la clarification de l'accès aux soins, aux dossiers et aux structures, la diminution drastique des temps d'attente pour le traitement des dossier MDPH, d'admission dans les structures...
- l'abandon des protocoles internes qui dédouanent l'administration de ses responsabilités et laisse les collègues, les parents et les élèves en souffrance.
- l'ouverture de places en classes et structures spécialisées (ESMS, ULIS et CLIS) et adaptées (SEGPA).
- le recrutement des PsyEN : aucun poste ne doit rester vacant !
- le recrutement d'enseignants spécialisés (RASED, ULIS, SEGPA, ESMS) avec le maintien des missions de prise en charge des élèves et les départs en formation nécessaires.
- l'abandon des PIAL et des futurs PAS, et le retrait de l'acte 2 de l'école inclusive,
- un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH.

Nous mandatons 2 délégués qui participeront à la conférence nationale pour y porter ces revendications et proposer à la discussion qu'une initiative d'ampleur nationale à Paris soit décidée, si possible dans l'unité, pour exiger l'arrêt des politiques dites « d'inclusion scolaire systématique ».

Ce constat et ces revendications seront portées à la connaissance de la direction académique de l'Yonne à l'occasion du prochain FS-SSCT du 10 novembre et du CDEN du 17 novembre.

Un prochain rendez-vous est donné, à l'issue de la conférence nationale.

À Auxerre, le 7 novembre 2023